

États financiers consolidés de l'

**INSTITUT INTERNATIONAL
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

31 mars 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
l'Institut international du développement durable

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'Institut international du développement durable qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2014, l'état consolidé de l'évolution des actifs nets, l'état consolidé des résultats et de l'évolution des actifs de fonctionnement nets non affectés et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 25 juin 2014

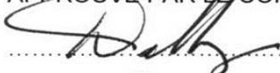
TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
État consolidé de la situation financière	1
État consolidé de l'évolution des actifs nets	2
État consolidé des résultats et de l'évolution des actifs de fonctionnement nets non affectés	3
État consolidé des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5 - 15
Annexe 1 – Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité	16
Annexe 2 – Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières	17 - 19

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**État consolidé de la situation financière****31 mars 2014**

	2014	2013
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie (note 8b)	2 236 082 \$	974 234 \$
Titres négociables (note 4)	6 657 397	4 878 659
Débiteurs	15 627 814	13 928 508
Frais payés d'avance et dépôts	209 197	137 650
	24 730 490	19 919 051
IMMOBILISATIONS (note 5)	145 066	210 382
	24 875 556 \$	20 129 433 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 692 319 \$	1 688 273 \$
Produits reportés (note 6)	17 323 077	12 109 946
	19 015 396	13 798 219
ENGAGEMENTS (note 8)		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	145 066	210 382
Réserve pour création de programmes (note 2h)	3 503 659	4 085 437
Fonds d'innovation (note 3)	-	9 972
Fonds de campagne (note 3)	-	10 529
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 211 435	2 014 894
	5 860 160	6 331 214
	24 875 556 \$	20 129 433 \$

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

administrateur

administrateur

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
État consolidé de l'évolution des actifs nets
Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

	Actifs nets investis en immobilisations	Réserve pour création de programmes	Fonds d'innovation	Fonds de campagne	Actifs de fonctionnement nets non affectés	Total 2014	Total 2013
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	210 382 \$	4 085 437 \$	9 972 \$	10 529 \$	2 014 894 \$	6 331 214 \$	7 220 538 \$
Apports aux projets approuvés	-	-	(9 972)	(12 044)	-	(22 016)	
Apports reçus	-	-		1 515	-	1 515	3 364
Excédent des charges sur les produits	(81 106)	-	-	-	(369 447)	(450 553)	(892 688)
Investissement en immobilisations	15 790	-	-	-	(15 790)	-	-
Affectation d'origine interne (note 2h)	-	(581 778)	-	-	581 778	-	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	145 066 \$	3 503 659 \$	- \$	- \$	2 211 435 \$	5 860 160 \$	6 331 214 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
État consolidé des résultats et de l'évolution des actifs
de fonctionnement nets non affectés
Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014	2013
PRODUITS (notes 2b et 3)		
Subventions affectées à des fins particulières	14 687 207 \$	13 981 637 \$
Subventions de fonctionnement	1 463 164	2 491 130
Fonds d'innovation	11 213	21 550
Intérêts	123 936	130 491
Autres produits (charges)	804 476	(185 530)
TOTAL DES PRODUITS	17 089 996	16 439 278
CHARGES (note 7 et annexe 1)		
Projets		
Commerce et investissement	6 440 475	4 760 721
Services d'information	3 409 797	3 916 714
Changements climatiques et énergie	1 420 841	2 861 912
Capital naturel et social	1 376 276	1 587 618
Leadership et apprentissage	70 791	582 811
Création de nouveaux projets	1 283 699	291 682
Fonds d'innovation	11 214	21 550
	14 013 093	14 023 008
Services généraux et partagés (note 7)	3 527 456	3 308 958
TOTAL DES CHARGES	17 540 549	17 331 966
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(450 553)	(892 688)
MONTANT AFFECTÉ AUX		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	65 316	54 115
Réserve pour création de programmes	581 778	264 493
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS		
DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	196 541	(574 080)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 014 894	2 588 974
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
À LA FIN DE L'EXERCICE	2 211 435 \$	2 014 894 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**État consolidé des flux de trésorerie**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des charges sur les produits	(450 553) \$	(892 688) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	81 106	100 459
Apports aux projets approuvés	(22 016)	-
Apports reçus pour les projets approuvés	1 515	3 364
	(389 948)	(788 865)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de fonctionnement		
Débiteurs	(1 699 306)	(4 299 961)
Frais payés d'avance et dépôts	(71 547)	58 540
Créditeurs et charges à payer	4 046	(266 338)
Produits reportés	5 213 131	58 329
	3 056 376	(5 238 295)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations	(15 790)	(46 344)
Acquisitions et échéances de titres négociables - montant net	(1 778 738)	2 713 499
	(1 794 528)	2 667 155
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	1 261 848	(2 571 140)
POSITION DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	974 234	3 545 374
POSITION DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	2 236 082 \$	974 234 \$

1. CONSTITUTION, MANDAT ET SITUATION FISCALE

L'Institut international du développement durable (l'« IISD » ou l'« Institut ») a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, dans la province du Manitoba, au Canada.

L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada. De plus, il est exonéré des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501c)3) de l'*Internal Revenue Code*.

La mission de l'IISD vise un mieux-vivre durable pour tous. Sa mission consiste à assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les normes comptables pour les organismes sans but lucratif selon la comptabilité par fonds et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés incluent les actifs et les passifs, les actifs nets, les produits, les charges et les autres opérations de la fiducie IISD Business Trust, d'IISD Solutions, de l'Institut international du développement durable, Bureau européen (IISD – Europe) et d'IISD – Experimental Lakes Area Inc., toutes contrôlées par l'IISD. Toutes les opérations importantes ainsi que les soldes intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

IISD Business Trust exerce des activités de consultation et d'autres activités commerciales qui correspondent au mandat de l'IISD. IISD Solutions est une société sans capital-actions constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et agit à titre de fiduciaire d'IISD Business Trust. L'IISD nomme les membres d'IISD Solutions et, conformément aux modalités d'IISD Business Trust, toutes les ressources de la fiducie doivent être fournies à l'IISD à titre de bénéficiaire unique. L'Institut international du développement durable, Bureau européen (IISD – Europe) a été constitué à titre d'association en vertu du Code civil suisse le 13 juin 2008 en vue de répondre aux critères d'admissibilité établis par certains fondateurs éventuels en Europe. Au 31 mars 2014, l'IISD – Europe a enregistré un excédent des charges sur les produits de 12 300 \$ (un excédent des produits sur les charges de 241 \$ en 2013).

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Constatation des produits

i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'IISD. Les produits tirés des subventions de fonctionnement sont comptabilisés selon les montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reportés.

ii) Produits tirés des subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du bailleur de fonds. Les produits tirés de subventions affectées à des activités particulières courantes ou futures sont comptabilisés lorsque les charges connexes sont engagées selon la méthode du pourcentage d'avancement. Les subventions affectées à des fins particulières visant des activités particulières ultérieures sont inscrites à titre de produits reportés. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de création de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est octroyée.

iii) Fonds d'innovation

Les produits tirés des projets du Fonds d'innovation sont comptabilisés dans les comptes à mesure que les charges connexes sont engagées.

iv) Fonds de campagne

Les produits tirés des projets financés par le Fonds de campagne sont comptabilisés dans les comptes à mesure que les charges connexes sont engagées.

v) Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, compte tenu de l'amortissement des escomptes ou des primes à l'acquisition d'obligations.

vi) Autres produits

Les autres produits sont comptabilisés dans les comptes lorsque le service a été fourni, que les montants sont déterminables et que le recouvrement est considéré comme probable.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

c) Instruments financiers

L'Institut évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue par la suite tous ses actifs et passifs financiers au coût amorti.

Les actifs financiers ultérieurement évalués au coût amorti comprennent la trésorerie, les débiteurs et les titres négociables. Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer ainsi que les produits reportés.

d) Immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'actif, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées et selon les taux suivants :

Systèmes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle
Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement

e) Coûts de production des publications

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

f) Conversion des devises

Les montants libellés en devises sont convertis en dollars canadiens comme suit :

Les soldes monétaires, qui comprennent la trésorerie, les titres négociables, les débiteurs et les créditeurs et charges à payer, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les soldes non monétaires, qui comprennent les frais payés d'avance et les dépôts, les produits reportés et les immobilisations, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans le calcul des autres produits.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

g) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges présentés pour la période considérée. Les estimations importantes comprennent les produits constatés en fonction du pourcentage d'achèvement estimatif. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

h) Réserves

Le conseil d'administration a imposé une affectation d'origine interne à des actifs nets de l'Institut comme suit :

La réserve pour création de programmes a été constituée à même le solde inutilisé de la subvention initiale d'Environnement Canada (1990-1995), pour son utilisation éventuelle conformément au mandat de l'IISD. La réserve est utilisée pour financer les coûts liés aux activités de création de nouveaux projets de l'Institut, ainsi que toute initiative additionnelle que pourrait occasionnellement approuver le conseil d'administration.

3. ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières

L'IISD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	<u>Engagements de financement</u> <u>(Annexe 2)</u>	
	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	4 079 \$	2 263 \$
internationaux	9 582	10 209
	13 661	12 472
Organismes des Nations Unies	1 278	643
Organismes internationaux	946	1 432
Fondations philanthropiques	1 220	898
Secteur privé et autres	2 043	1 068
	19 148 \$	16 513 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, les honoraires et, en ce qui a trait aux services généraux et partagés, le gain net de change au 31 mars 2014 s'élevait à 665 milliers de dollars (perte de 219 milliers de dollars en 2013).

Secteurs d'activité	Autres produits	Fonds d'innovation (en milliers de dollars)	Subventions affectées à des fins particulières	Total de 2014
			(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	74 \$	– \$	7 049 \$	7 123 \$
Services d'information	4	–	3 739	3 743
Changements climatiques et énergie	35	–	1 452	1 487
Capital naturel et social	13	–	1 699	1 712
Leadership et apprentissage	–	–	55	55
Développement de nouveaux projets	9	–	693	702
Services généraux et partagés	669	–	–	669
	804	–	14 687	15 491
Fonds d'innovation	–	11	–	11
	804 \$	11 \$	14 687 \$	15 502 \$

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (SUITE)

Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IISD. Les apports de 483 milliers de dollars reçus des donateurs depuis la constitution jusqu'au 31 mars 2014 ont été affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Au cours des dernières années, des subventions de 483 milliers de dollars ont été octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation. Au 31 mars 2014, le solde du Fonds d'innovation était de néant (10 milliers de dollars en 2013).

Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement qui a pris fin au cours de l'exercice considéré. Les apports de 1,306 million de dollars reçus de donateurs depuis le lancement jusqu'au 31 mars 2014 ont servi à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Au cours des dernières années, des subventions de 1,306 million de dollars ont été octroyées à des projets particuliers qui ont répondu aux critères de la campagne. Au 31 mars 2014, le solde du Fonds de campagne s'élevait à néant (10 milliers de dollars en 2013).

Subventions de fonctionnement

L'IISD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de six et cinq ans se clôturant le 31 mars 2019 et le 31 mars 2018, respectivement. Ces deux accords procurent une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités de ces bailleurs de fonds. En mars 2013, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié afin d'être prorogé de cinq années jusqu'au 31 mars 2018 pour un total de 5 millions de dollars pour la période de prorogation. En août 2013, l'accord conclu avec le gouvernement du Manitoba a été prorogé de six années supplémentaires, pour un total de 6 millions de dollars sur la durée de l'accord. En outre, un accord conclu avec le ministère des Affaires étrangères du Danemark pour 2013-2014 prévoyait un apport de base de 339 milliers de dollars (1 760 000 DKK) inclus dans les produits de l'exercice.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2014

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (SUITE)

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées Exercices 2014 antérieurs (en milliers de dollars)		Engagement de subventions résiduel
Gouvernement du Manitoba	4 347 \$	724 \$	– \$	3 623 \$
Centre de recherches pour le développement international	2 000	400	–	1 600
Ministère des Affaires étrangères du Danemark	339	339	–	–
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 2b), i)	6 686 \$	1 463 \$	– \$	5 223 \$

4. TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables comprennent des placements dans des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Les échéances varient de un mois à treize mois en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les placements dans les titres négociables :

<u>Échéance</u>	<u>Valeur comptable</u> (en milliers de dollars)	<u>Valeur de marché</u>
2015	6 148	6 147
2016	509	509
	6 657 \$	6 656 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2014

5. IMMOBILISATIONS

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et les composantes des actifs nets investis en immobilisations :

	2014		2013	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	(en milliers de dollars)		(en milliers de dollars)	
Systèmes informatiques	1 045 \$	1 004 \$	2 854 \$	2 775 \$
Matériel	757	670	754	657
Tenures à bail	245	228	245	211
	2 047	1 902	3 853	3 643
Valeur comptable nette	145 \$		210 \$	

6. PRODUITS REPORTÉS

L'excédent des subventions comptabilisées sur les produits constatés à titre de subventions de fonctionnement ou de subventions affectées à des fins particulières est indiqué dans les produits reportés. Les produits reportés du Fonds d'innovation correspondent à la différence entre le montant des subventions octroyées (note 3) et des coûts admissibles engagés au 31 mars 2014. Le tableau qui suit résume les principales composantes de ces produits reportés :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Subventions affectées à des fins particulières		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	2 634 \$	438 \$
internationaux	10 909	9 926
Organismes des Nations Unies	252	30
Organismes internationaux	225	599
Fondations philanthropiques	1 209	569
Secteur privé et autres	1 292	515
	16 521	12 077
Subventions de fonctionnement		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	800	—
Fonds d'innovation	2	33
	17 323 \$	12 110 \$

7. SERVICES GÉNÉRAUX ET PARTAGÉS

Les catégories de services généraux et partagés se détaillent comme suit :

	2014	2013
	(en milliers de dollars)	
Administration	866 \$	824 \$
Conseil d'administration	119	107
Médias et levées de fonds	314	139
Édition et communications	143	174
Frais d'exploitation	1 314	1 308
Bureau de Genève	399	380
Centre d'information	156	198
Technologie de l'information	216	179
	3 527 \$	3 309 \$

8. ENGAGEMENTS

- a) L'IISD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location-exploitation au cours des trois prochains exercices, comme suit :

(en milliers de dollars)

2015	306 \$
2016	88
2017	26
	420 \$

- b) IISD Solutions a une marge de crédit d'exploitation d'un montant maximal de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2014, le solde impayé à l'égard de cette facilité de crédit était de néant (néant en 2013).

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

L'IISD est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie liés aux dépôts à terme et aux titres négociables à l'échéance et au réinvestissement des instruments individuels. Ces fluctuations pourraient avoir une incidence sur la juste valeur des actifs financiers. L'IISD n'a recours à aucun instrument financier dérivé pour gérer le risque de taux d'intérêt. Pour atténuer ce risque, les périodes d'investissement sont échelonnées en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Ce risque est géré en vertu d'une politique d'investissement qui limite les investissements de l'IISD à des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Le fait que les débiteurs de l'IISD se composent de sommes exigibles de nombreuses entités des secteurs public et privé énumérées à l'annexe 2 réduit le risque de crédit associé à ces débiteurs.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque découlant de la fluctuation des taux de change et de leur degré de volatilité. Une part importante des produits et des dépenses de l'IISD est libellée en d'autres devises, réduisant ainsi son exposition aux niveaux prévus de rentrées et de sorties nettes en devises. L'IISD n'a recours à aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de change.

Juste valeur

La valeur comptable des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 4.

10. GESTION DU CAPITAL

L'Institut compte sur les subventions gouvernementales, les subventions privées et le produit de placement pour financer ses activités. Les fonds disponibles sont affectés aux divers programmes en fonction des priorités définies par le conseil d'administration et la volonté des donateurs.

Le conseil d'administration a imposé une affectation d'origine interne à des actifs nets d'un montant de 3 503 659 \$ inclus dans la réserve pour création de programmes. Ces montants affectés à l'interne ne sont pas disponibles à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

Les objectifs, politiques et procédures en matière de gestion du capital demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Au cours de l'exercice, IISD Experimental Lakes Area Inc. (« IISD-ELA ») a été constituée sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'IISD est l'unique membre. La région des lacs expérimentaux (Experimental Lakes Area) est un centre de recherche sur les eaux douces du nord-ouest de l'Ontario ayant servi de centre de recherche gouvernemental au cours des 45 dernières années. IISD-ELA n'a exercé aucune activité commerciale au cours de l'exercice. Après le 31 mars 2014, avec l'approbation du conseil d'administration, IISD-ELA a pris le contrôle de la gestion et des activités de la région des lacs expérimentaux. Des accords ont été signés avec le gouvernement de l'Ontario et Pêches et Océans Canada le 1^{er} avril 2014. IISD-ELA a présenté une demande afin d'obtenir le statut d'organisme de bienfaisance au Canada. En moyenne, la période d'examen et d'approbation de ces demandes est d'au plus un an. Entre-temps, IISD-ELA exercera ses activités à titre d'organisme sans but lucratif.

12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certaines données comparatives des exercices antérieurs ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investissement	Services d'information	Changements climatiques et énergie	Capital naturel et social	Leadership et apprentissage	Nouveaux projets	Fonds d'innovation	Services généraux et partagés	2014 Total	2013 Total
Produits (note 3)	7 123 \$	3 743	1 487	1 712	55	702	11	669	15 502 \$	13 818 \$
Personnel	3 360	888	949	867	69	377	8	2 108	8 626	8 581
Charges du conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	118	118	107
Déplacements	559	1 029	134	89	1	79	-	125	2 016	2 152
Publication	198	7	35	23	1	26	-	37	327	255
Consultation	1 692	1 318	247	348	1	664	3	70	4 343	4 327
Réunions	498	-	40	31	(1)	17	-	36	621	367
Fournitures et autre matériel	98	61	7	13	-	21	-	268	468	579
Documents de recherche	11	-	2	1	-	-	-	44	58	41
Télécommunications	16	38	5	3	-	5	-	112	179	207
Loyer	-	66	-	-	-	95	-	542	703	615
Amortissement	8	3	2	1	-	-	-	67	81	101
Total des charges	6 440	3 410	1 421	1 376	71	1 284	11	3 527	17 540	17 332
Excédent des produits (charges) sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	683 \$	333 \$	66 \$	336 \$	(16) \$	(582) \$	- \$	(2 858) \$	(2 038) \$	(3 514) \$

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières
financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	1 463	2 491
Intérêts	124	130
Excédent des charges sur les produits	(451) \$	(893) \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		1 886 \$
Ministère des affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)		1 098
Environnement Canada		220
Agriculture et Agroalimentaire Canada		28
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada		12
Ressources naturelles Canada		7
		3 251
Gouvernements provinciaux		
Ontario		506
Manitoba		296
Québec		16
Nouvelle-Écosse		6
Terre-Neuve-et-Labrador		4
		828
Gouvernements étrangers		
Union européenne		2 812
Suisse		
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 182	
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 142	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	203	
Département fédéral des affaires étrangères	63	
Office fédéral de l'agriculture (OFAG)	12	2 602
Danemark		
Ministère des affaires étrangères		1 630
Allemagne		
Ministère fédéral de l'environnement (BMU)	114	
Bundesverband Deutscher Pflanzenzüchter e.V. (BDP)	2	
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	790	906
Norvège		
Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad)	376	
Ministère des affaires étrangères	211	
Ministère de l'environnement	46	
Directorate for Nature Management	28	661
Suède		
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA)		320
Royaume-Uni		
Foreign & Commonwealth Office (FCO)		160
Nouvelle-Zélande		
Ministry of Foreign Affairs and Trade		129
Finlande		
Ministère des affaires étrangères	95	
Ministère de l'agriculture et des forêts	26	121
Japon		
Institute for Global Environmental Strategies (IGES)	75	
Japan Water Forum	22	97
Taiwan		
Taiwan Economic and Cultural Office (TECO)		53
Corée		
Ministère de l'environnement	24	
Ministère des affaires étrangères	16	40
Hongrie		
Ministère du développement rural		32
Belgique		
Environnement, énergie et mobilité		19
		9 582

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Organismes des Nations Unies	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	732 \$
Convention – Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)	175
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	169
Mission permanente de la Turquie auprès des Nations Unies	82
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	35
Centre des Nations Unies pour le développement régional (CNUDR)	26
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)	20
Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	15
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	14
Autres (moins de 10 000 \$)	10
	1 278
Organismes internationaux	
Banque mondiale	166
Conseil International des Mines et Métaux (ICMM)	132
Global Environment Facility (GEF)	80
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	60
Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)	59
International Renewable Energy Agency (IRENA)	55
Banque africaine de développement	48
Banque Interaméricaine de Développement	46
Commonwealth Secretariat	44
Nordic Council of Ministers	41
International Hydropower Association	39
International Institute for Environment and Development (IIED)	31
European Federation for Transport and Environment (T&E)	31
Institute for Advanced Sustainability Studies Potsdam (IASS Potsdam)	30
Initiative des Droits et Ressources	26
Caribbean Community Secretariat (CARICOM)	16
Centre du changement climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	14
Asian Development Bank	10
Autres (moins de 10 000 \$)	18
	946
Fondations philanthropiques	
Mava – Fondation Pour La Nature	592
Rockefeller Brothers Fund (RBF)	210
Conservation International Foundation	139
United Way of Winnipeg	88
The Winnipeg Foundation	60
Le projet Eau Bleue RBC	50
The Gail Asper Family Foundation Inc.	31
Walter and Duncan Gordon Foundation	20
Fondation TD des Amis de l'Environnement	15
The Thomas Sill Foundation Inc.	10
Autres (moins de 10 000 \$)	5
	1 220

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières
(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Secteur privé et autres	
Manitoba Hydro	1 120 \$
IVL Swedish Environmental Research Institute	265
Sustainable Development Strategies Group (SDSG)	194
Tokyo Institute of Technology	102
Makerere University	63
Yukon College	48
Oxfam Novib	47
HSBC Bank PLC	36
North/South Consultants Inc.	20
Economic Development Winnipeg Inc.	20
Shell Canada	20
Berkman International Inc.	14
Saudi Arabian Oil Company	14
MDF Associates Inc.	13
Friends of the Earth Europe	12
Enbridge	10
Suncor	10
TransCanada Corporation	10
Autres (moins de 10 000 \$)	25
	2 043
	19 148 \$